

**Descriptif (15-30 lignes) :**

*Contexte socioéconomique et scientifique ; Les hypothèses et questions posées ; Les grandes étapes de la thèse et démarche ; Approches méthodologiques et techniques envisagées*

Ce projet de thèse vise à participer aux débats sur le design des politiques publiques dans le domaine environnemental. La politique de lutte contre le changement climatique repose sur deux piliers, l'atténuation, avec pour objectif la réduction des émissions de gaz à effet de serre et l'adaptation des comportements, des changements sont inévitables compte tenu de l'inertie du système climatique. Un indicateur des effets de politiques se fait via les inventaires nationaux de gaz à effet de serre généralement utilisés dans le cadre des négociations internationales. Le concept d'empreinte carbone s'inscrit dans une démarche complémentaire, en proposant d'imputer l'ensemble des émissions induites par un processus de production d'un bien ou d'un service à son consommateur final.

Les effets des politiques publiques d'atténuation du changement climatique ne peuvent pas être analysés sans intégrer et considérer les trajectoires et spécificités nationales (ODEC, 2015). Deux constats empiriques s'imposent. Au niveau mondial, les inégalités de revenus et de carbone ont augmenté à l'intérieur des pays au cours des quinze dernières années. Les différences d'émissions mondiales sont de plus en plus expliquées par les inégalités à l'intérieur des pays et non entre pays. (Chancel, L. & Piketty, T. (2015). De plus, il est souvent observé que l'empreinte carbone liée aux produits importés augmente fortement. Partant de ce constat, en France le Haut conseil pour le climat a identifié différents leviers pour tenter de réduire les émissions polluantes liées aux importations. Un levier d'action est la nécessité d'informer les ménages de l'impact environnemental des produits qu'ils consomment.

Ces évolutions montrent la nécessité de mettre en place des outils de régulation fondés sur les individus plutôt que sur les pays fortement émetteurs.

Ce projet de thèse vise ainsi à étudier les déterminants de la disposition à payer pour l'environnement et étudier dans quelle mesure celle-ci se reflète dans la consommation des ménages. Il s'agira notamment i) d'identifier les déterminants de l'empreinte carbone des ménages afin de mieux comprendre quelles activités, quelles consommations polluent le plus et comment les réguler, ii) d'étudier leur consentement à payer pour des produits importés verts (voir études par exemple qui existent sur la consommation de produits bio), iii) d'étudier les facteurs comportementaux (préférence pour le présent, aversion au risque...) qui affectent la disposition à payer pour des produits verts et iv) d'étudier l'efficacité des politiques publiques environnementales notamment le rôle de l'information sur la consommation de produits verts.

Plusieurs études se sont déjà intéressées à l'Empreinte carbone des ménages dans plusieurs pays et ont montré que l'Empreinte carbone pouvait être influencée par plusieurs variables socio démographiques.(Weber and Matthews, 2008; Büchs and Schnepf, 2013; Gill and Moeller, 2018 ;Malliet, 2020; Pottier et al., 2020).

Cette thèse mobilisera plusieurs outils allant de la modélisation microéconomique à l'analyse de données issues d'enquêtes classiques aux données issues d'expériences en laboratoire et sur le terrain. D'un point de vue expérimental, l'on pourra mesurer en laboratoire dans quelle mesure la disposition à s'impliquer pour améliorer l'environnement (disposition à payer des taxes, un prix

plus élevé, orientation de la consommation vers des produits moins polluants) varie selon la CSP des individus. Il s'agira également d'étudier si les préférences sociales (altruisme, aversion à l'inégalité) et individuelles (gout du risque, préférence pour le présent) sont susceptibles d'expliquer les choix des consommateurs et leur implication environnementale.

Büchs, Milena and Sylke V. Schnepf (2013, June) — Who emits most? Associations between socio-economic factors and UK households' home energy, transport, indirect and total CO2 emissions, *Ecological Economics* 90, pp. 114–123.

Chancel, L. & Piketty, T. 2015. Carbon and inequality: from Kyoto to Paris Trends in the global inequality of carbon emissions (1998-2013) & prospects for an equitable adaptation fund. Paris School of Economics

Cosbey A., Droege S., Fischer C. et Munnings C., 2019, « Developing Guidance for Implementing Border Carbon Adjustments: Lessons, Cautions, and Research Needs from the Literature », *Review of Environmental Economics and Policy*, vol. 13, n° 1, pp. 3-2

Gill, Bernhard and Simon Moeller (2018, March) — GHG Emissions and the Rural- Urban Divide. A Carbon Footprint Analysis Based on the German Official Income and Expenditure Survey, *Ecological Economics* 145, pp. 160–169.

Malliet, P. 2020, January) — L'empreinte carbone des ménages français et les effets redistributifs d'une fiscalité carbone aux frontières, OFCE policy brief 62, OFCE, Paris

OECD (2015) *Climate Change Mitigation Policies and Progress*

Piergiuseppe M., et al., 2021 Consumer willingness to pay for bio-based products: Do certifications matter? *International Journal of Production Economics*, Volume 240,

Pottier, Antonin, Emmanuel Combet, Jean-Michel Cayla, Simona de Lauretis, and Franck Nadaud (2020) — Qui émet du CO2? Panorama critique des inégalités écologiques en France, to appear *Revue de l'OFCE* 2020/5 (169), pages 73 à 132

Christopher L. and H. Scott Matthews (2008, June) — Quantifying the global and distributional aspects of American household carbon footprint, *Ecological Economics* 66 (2), pp. 379–391.